

# bref historique

## BREF HISTORIQUE DE LA CCA

### Années 40

- 1941 • La Conférence des artistes canadiens, première rencontre nationale d'artistes de partout au Canada, a lieu à Kingston et aboutit à la création de la Fédération des artistes canadiens (FAC).
- 1943 • La FAC, qui a ouvert des bureaux dans diverses provinces, demande au gouvernement fédéral de créer un programme de représentation de la guerre par les artistes.
- 1944 • La FAC et 15 autres importants organismes culturels présentent un mémoire sur les aspects culturels de la reconstruction au Canada (*Brief on the Cultural Aspects of Canadian Reconstruction*) au Comité spécial de la Chambre des communes sur la restauration et le rétablissement (Comité Turgeon), dans le cadre de ce que l'on appellerait ensuite la «Marche sur Ottawa».
- 1945 • La coalition qui avait produit le mémoire se constitue officiellement en Conseil canadien des arts (CCA, au masculin), soit un organisme national et pluridisciplinaire de représentation des artistes (qui deviendrait la Conférence canadienne des arts ou CCA, au féminin). La coalition oeuvre également en faveur de l'ouverture de centres culturels communautaires et d'établissements nationaux qui offriraient une formation de calibre international dans les diverses disciplines artistiques, ainsi que de l'amélioration de la protection que le droit d'auteur offre aux artistes.
- 1946 • Des adhérents du CCA font partie de la délégation canadienne envoyée à la première Assemblée générale de l'UNESCO à Paris.
- 1948 • Le CCA publie les résultats d'une enquête sur les procédés des musées d'art, autres musées et sociétés cinématographiques commerciales en matière de droit d'auteur.

### Années 50

- 1950 • Présentation d'un mémoire à la Commission royale d'enquête sur l'avancement des arts, des lettres et des sciences au Canada (Massey-Lévesque). Fondé sur le mémoire soumis au Comité Turgeon, le document recommandait au gouvernement fédéral de créer un conseil national des arts, indépendant du gouvernement, ainsi que la Bibliothèque nationale et la Commission canadienne pour l'UNESCO, d'encourager l'art canadien, d'ouvrir des centres culturels communautaires dans tout le pays et de garantir aux artistes une rémunération équitable.
- 1951-7 • Le CCA continue d'exhorter le gouvernement fédéral à mettre en oeuvre les principales recommandations de la Commission royale, notamment la création d'un conseil national des arts et d'une commission pour l'UNESCO.
- 1954 • Inauguration du *Diplôme d'honneur*, pour souligner une vie passée au service des arts au Canada.
- 1956 • Présentation d'un mémoire à la Commission royale d'enquête sur la radiodiffusion, insistant sur le financement de la SRC et sur les moyens d'encourager la production et la diffusion d'émissions canadiennes, en employant les artistes canadiens.
- 1958 • Le Conseil canadien des arts devient la Conférence canadienne des arts (la CCA) pour éviter toute confusion avec le Conseil des Arts du Canada, créé en 1957.

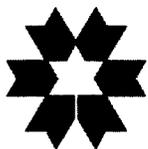


Chaque lauréat du *Diplôme d'honneur* reçoit un talisman en argent coulé, créé par un artiste de la Côte ouest, le regretté Bill Reid.

## Années 60

- 1961 • Organisation de la première conférence nationale d'organismes artistiques, Conférence O'Keefe sur les arts dans la société, afin de solliciter une augmentation du financement et de l'appui des arts et artistes.
- 1965 • Organisation de *Séminaire 65*, deuxième conférence au but identique à celui de la précédente. (Ultérieurement, le Parlement accordera des crédits annuels au Conseil des Arts du Canada et des fonds supplémentaires à d'autres organismes, dont la Commission du Centenaire.)
  - Présentation d'un mémoire à la Commission royale d'enquête sur le bilinguisme et le biculturalisme, exhortant le gouvernement fédéral à reconnaître l'importance des arts et de la culture dans une «nation diversifiée mais unifiée».
- 1966 • Présentation d'un mémoire à la Commission d'enquête Carter sur la fiscalité, afin d'inciter le gouvernement à adopter des mesures fiscales plus favorables aux artistes, donateurs et philanthropes.
  - La CCA reçoit sa première subvention du Secrétariat d'État.
- 1967 • Ouverture du secrétariat de la CCA à Toronto.
- 1968 • Présentation d'un mémoire, *Les arts en état de crise*, au gouvernement fédéral, pour enrayer la menace de compressions budgétaires dans les entreprises artistiques et réclamer l'adoption de priorités financières exceptionnelles pour soulager la crise économique qui sévit au sein de la communauté artistique.
- 1969 • Organisation d'une importante conférence à Mont-Orford (Québec), participation à une conférence internationale sur le droit d'auteur à Paris, où l'on a apporté des modifications à la Convention de Berne et à la Convention universelle sur le droit d'auteur.

## Années 70



Premier logo de la CCA, souligné par *Top Symbols and Trademarks of the World* pour la qualité de son style (publication de Deco Press, 1974).

- 1970 • Organisation du Premier forum national sur la politique culturelle, où le ministre fédéral présente les priorités et objectifs d'une politique culturelle fédérale: pluralisme, démocratisation, décentralisation, coopération fédérale-provinciale, alliances internationales.
  - Présentation d'un mémoire, *La réforme fiscale et les arts* au Comité permanent des finances et affaires économiques, pour suggérer des mesures de protection des arts et d'encouragement des personnes qui souhaitent donner des oeuvres d'art aux musées publics.
- 1972-3 • Organisation d'une série de conférences régionales un peu partout au Canada, pour solliciter l'accroissement de l'aide gouvernementale, à tous les échelons. Production d'un rapport intitulé *Direction Canada: La cause de l'avancement culturel au Canada*, pour inciter le gouvernement à agir pour améliorer la condition socio-économique des artistes, accroître le financement du développement culturel, décentraliser les activités et la prise de décisions, améliorer l'éducation culturelle au Canada, démocratiser les possibilités de participation et d'exposition, diffuser des informations sur les activités canadiennes et étrangères, inciter les médias à encourager le développement culturel et, enfin, améliorer la gestion des ressources.
- 1976 • Production de *Qui est qui?*, guide des ministères et organismes fédéraux et provinciaux, comportant les noms des personnes qui dirigent les services pertinents (mis à jour par la suite et, depuis 1987, intégré à l'*Annuaire des arts*).
- 1977 • Production de *Qui fait quoi?*, guide des organismes artistiques nationaux, organismes de services et syndicats d'artistes (mis à jour par la suite et, depuis 1987, intégré à l'*Annuaire des arts*).
- 1979 • Le secrétariat de la CCA quitte Toronto pour s'installer à Ottawa.

## Années 80

- 1980-1 • Présentation au gouvernement fédéral et au Comité d'étude de la politique culturelle fédérale (Applebaum-Hébert) d'un mémoire, *Une stratégie culturelle: proposition pour la définition d'une politique fédérale pour les arts et industries culturelles au Canada*, qui contient des recommandations précises, sur tous les secteurs des arts et entreprises culturelles. Deux autres mémoires naîtront du premier: *Stratégie II* (1981) et *Stratégie III* (1984).
- 1982 • Production de *La culture, secteur de pointe du développement canadien* et présentation d'un mémoire au CRTC sur *La télévision payante et les exigences réglementaires du CRTC*. Les deux documents expriment les préoccupations de la CCA quant à l'expansion possible de la domination américaine sur la télévision canadienne.
- 1983 • Étude de la structure de direction de la CCA, à l'issue de laquelle le Conseil passe de 40 à 24 membres.
- 1984 • Production de *Qui enseigne quoi en arts?*, annuaire complet des programmes post-secondaires qui aboutissent à un diplôme universitaire utile pour une carrière dans les arts (régulièrement mis à jour).

- 1985 • La CCA prend part et fournit une aide logistique à des rassemblements, un peu partout au pays, pour protester contre les compressions du financement des organismes artistiques.
- La CCA participe aux consultations prébudgétaires, pour la première fois, ainsi qu'à une Conférence économique nationale, soit un sommet de deux jours dirigé par le Premier ministre, au cours de laquelle la CCA souligne l'impact du secteur culturel sur l'économie et l'emploi.
- Publication: *Les arts et les industries culturelles dans l'économie canadienne*, afin d'informer les gouvernements, les médias et le grand public de l'importance économique du secteur culturel du Canada.
- La CCA organise une conférence nationale sur l'avenir du système canadien de radiodiffusion afin d'évaluer sa situation actuelle et recommander une orientation future.
- 1986 • Organisation de conférences sur le statut de l'artiste et la nouvelle technologie.
- Présentation d'un mémoire à la Commission royale d'enquête sur l'assurance-chômage, afin de défendre les intérêts des artistes.
- Présentation d'un mémoire au ministre de la Justice afin de décrire les effets négatifs que la nouvelle législation sur la pornographie risque d'avoir sur la créativité légitime des artistes professionnels.
- Publication du guide bibliographique: *Les femmes et les arts*.
- 1987 • La CCA prend part à plusieurs travaux sur la politique fiscale, répond au document blanc sur la réforme fiscale, organise une conférence sur la politique fiscale dans les arts, publie *La fiscalité et les arts: un guide pratique*.
- Organisation d'une conférence, *Les municipalités et les arts*, réunissant des représentants municipaux et des artistes de partout au pays; production d'un répertoire des politiques culturelles municipales.
- Inauguration du *Prix de la Pétrôlière impériale pour l'excellence en journalisme culturel*, afin de rendre hommage aux journalistes qui ont su mettre les arts en valeur dans leurs reportages (le Prix a cessé d'être décerné en 1993).
- 1988 • La CCA exerce des pressions pour faire adopter la première série de modifications de la *Loi sur le droit d'auteur* et participe aux activités de la Coalition des créateurs et titulaires de droits d'auteur.
- La CCA participe à la rédaction du Code canadien des artistes, document de vaste portée, qui transcende les frontières provinciales en offrant un survol des législations connexes et des modifications essentielles pour améliorer la condition des artistes.
- Rédaction et diffusion parmi les adhérents d'une synthèse des répercussions de l'Accord de libre-échange sur le secteur culturel; enquête auprès des membres sur l'ALE.
- 1989 • Examen du dossier du statut de l'artiste, rencontre du Comité consultatif canadien sur le statut de l'artiste, du Comité permanent des communications et de la culture, des représentants du ministère des Communications et du secteur artistique (en décembre, un sous-comité parlementaire sur le statut de l'artiste dépose un rapport contenant 11 recommandations qui reflètent étroitement la position de la CCA à ce propos).
- En collaboration avec le Conseil des Arts du Canada, la CCA organise une réunion avec les représentants du ministère des Finances, pour examiner les préoccupations et inquiétudes que l'instauration de la TPS suscite au sein de la communauté et soumet un mémoire sur la TPS au Comité permanent des finances.
- Organisation d'une conférence à l'intention des organismes de service aux arts sur les modifications de la *Loi sur le droit d'auteur* qui se répercutent sur les avantages sociaux.
- Organisation d'une importante conférence sur le rôle des provinces et territoires dans le perfectionnement, l'appui et la promotion des artistes au Canada, intitulée *Une confédération pour les arts*.

#### DIRECTRICES ET DIRECTEURS GÉNÉRAUX DE LA CCA

Alan Jarvis (1960-1966)  
 Herman Voaden (1966-1968)  
 Henry Comor (1968)  
 Duncan Cameron (1968-1971)  
 John Hobday (1971-1982)  
 Jeffrey Holmes (1982-1983)  
 Brian Anthony (1983-1986)  
 Michelle d'Auray (1986-1989)  
 Keith Kelly (1990-1999)  
 Megan Williams (1999- ..)

#### PRÉSIDENTES ET PRÉSIDENTS DE LA CCA

Herman Voaden (1945-1948)  
 Jean Bruchesi (1949-1951)  
 Claude Lewis (1952-1953)  
 Roland Charlebois (1954-1955)  
 John Parkin (1956-1957)  
 Jean Bruchesi (1957-1958)  
 Robert Elie (1959)  
 Arthur Gelber (1959-1968)  
 Jean-Louis Roux (1968-1970)  
 Gilles Lefebvre (1970-1972)  
 Pauline McGibbon (1972-1974)  
 Richard Courtney (1974-1976)  
 Elizabeth Lane (1976-1978)  
 Micheline Legendre (1978-1979)  
 Lister Sinclair (1980-1983)  
 Micheline Tessier (1983-1984)  
 Curtis Barlow (1984-1986)  
 Claudette Fortier (1986-1988)  
 Paul Siren (1988-1990)  
 Patrick Close (1990-1992)  
 Simone Auger (1992-1994)  
 Jan Miller (1994-1996)  
 Mireille Gagné (1996-1998)  
 Pat Bradley (1998-2001)  
 Pierre Filion (2001- ..)

## Années 90

- 1990
  - Production et diffusion d'un *Guide sur les droits d'exposition*, à l'intention des artistes en arts visuels et exposants.
  - Rédaction de guides sur la TPS à l'intention des artistes et organismes artistiques, en collaboration avec le Conseil des Arts du Canada; consultations avec Revenu Canada sur les retombées de la TPS sur les organismes de bienfaisance, les organismes sans but lucratif et les sociétés de gestion des droits d'auteur.
  - La CCA exhorte le ministère des Finances d'agrèer les organismes de service aux arts en tant qu'organismes de bienfaisance.
  - Organisation d'une conférence, *Artistes changeants, changeant le monde*, au cours de laquelle le ministre des Communications annonce que la *Loi de l'Impôt* sur le revenu serait modifiée pour permettre aux organismes nationaux de service aux arts de délivrer des reçus pour dons.
  - Discussions avec le ministère des Communications, le Conseil des Arts du Canada et le ministère de l'Emploi et de l'Immigration pour garantir l'admissibilité des organismes artistiques aux programmes et aux subventions d'emploi et de formation.
  - Intervention pour défendre le principe d'autonomie, dans le cadre d'une controverse au Musée des beaux-arts du Canada (affaire *Voice of Fire*).
  - Production d'une *Stratégie de financement des arts*, document de travail sur les principaux besoins de financement.
- 1991-2
  - La CCA se joint à divers autres regroupements de citoyens pour créer l'Alliance pour un ordre du jour commun, en réaction à l'annonce d'amputation des subventions et contributions aux arts et à la culture.
  - Création du Comité sur la formation dans le secteur culturel, partiellement financé par le gouvernement fédéral et qui fonctionne indépendamment de la CCA (Le CFSC deviendra le Conseil national sectoriel pour la culture (CNSC) en 1993 et le Conseil des ressources humaines du secteur culturel (CRHSC), organisme autonome, en 1994).
  - Production de *Fédéral et culture: l'un ne va pas sans l'autre*, examen approfondi du rôle du gouvernement fédéral dans le secteur culturel, sous l'angle du débat constitutionnel de l'époque.
  - Organisation d'une conférence, *Éduquer Van Gogh*, sur la question des arts dans l'enseignement; production d'un guide, *Tour d'horizon des programmes en arts et éducation*.
  - Organisation d'une conférence, *Résoudre le casse-tête de la politique culturelle*, pour tracer l'esquisse et formuler les principes directeurs d'une politique culturelle fédérale.
- 1992-3
  - Organisation du projet *Les liens qui nous unissent*, pour souligner l'unité et la détermination du secteur culturel à une époque de compressions strictes. Une immense carte murale signée des artistes, travailleurs du secteur culturel, membres du public et autres sympathisants, effectue une tournée d'un océan à l'autre, avant de revenir à Ottawa pour être réassemblée et suspendue à la façade du Centre national des arts.
  - Organisation du gala, *La nuit des arts*, pour permettre à la CCA de décerner le *Diplôme d'honneur*, le *Prix Rogers Communications Inc. de couverture des arts par les médias* et le *Prix de la Pétrolière impériale pour excellence en journalisme culturel*.
  - La CCA entreprend une *Étude du secteur culturel*, en collaboration avec Emploi et Immigration Canada, pour formuler des stratégies d'emploi dans le secteur.
  - La CCA forme un Comité des arts et de l'éducation, dans le cadre d'une stratégie visant à promouvoir les arts au sein du système éducatif.
  - À la suite de l'adoption du projet de loi C-7, *Loi concernant le statut de l'artiste* et régissant les relations professionnelles entre artistes et producteurs au Canada, la CCA produit *Bref historique de la législation sur le statut de l'artiste au Canada*.
- 1993-4
  - Rédaction d'un document intitulé *Esquisse de notre avenir culturel* à l'intention de tous les candidats aux élections fédérales.
  - Tenue d'une conférence de presse, sur la Colline parlementaire, avec des représentants de l'ACTRA, de l'Union des artistes et de l'Association canadienne de production de film et télévision, pour exhorter le gouvernement canadien à appuyer les efforts du gouvernement français pour enchâsser une exception culturelle dans l'Accord général sur les tarifs douaniers et le commerce.
  - La CCA est l'un des membres initiaux de la Fondation des Prix du gouverneur général dans les arts de la scène.
  - La CCA lance le Conseil national sectoriel pour la culture et lui fournit un appui administratif; cet organisme est chargé de mettre au point une stratégie à long terme, applicable dans les arts et entreprises culturelles.



1992 — Lancement du projet de carte murale *Les liens qui nous unissent*.

- En association avec le ministère du Développement des ressources humaines et le Conseil national sectoriel pour la culture, la CCA inaugure le programme «Initiative à la formation» (PIAF), qui offre 500 000 \$ par an à des projets sectoriels de formation et de perfectionnement qui visent les artistes et travailleurs du secteur culturel.
  - En association avec l'University of Calgary et le Canadian Institute on Theatre Technology, la CCA inaugure une voie culturelle sur l'autoroute de l'information, CultureNet, en vue d'accroître la qualité et l'intensité des communications avec le secteur culturel.
  - En association avec Statistique Canada, lancement de *La culture compte*, bulletin d'information produit dans le cadre de l'*Enquête sur la population active du secteur culturel*.
  - Orchestration de la campagne du ruban rouge, pour souligner la Journée internationale du Sida, en collaboration avec divers organismes culturels de partout au Canada.
  - Déménagement du secrétariat au Centre culturel Chalmers à Ottawa (Maison Panet), créé grâce à la générosité de la philanthrope Joan Chalmers; ce centre permet à plusieurs organismes artistiques et culturels de partager des services et des locaux à des tarifs abordables.
- 1994-5 • Organisation d'une série de consultations nationales, sur des thèmes importants liés à une étude stratégique du Conseil des Arts du Canada, de l'avenir de la CBC-SRC et du budget fédéral de 1995.
- Inauguration du Conseil des ressources humaines du secteur culturel (ancien nom: Conseil national sectoriel pour la culture), organisme indépendant, chargé de gérer le Programme «Initiative à la formation».
  - Organisation de *Un monde au-delà des frontières*, conférence internationale de trois jours, sur le rôle croissant des entreprises de télécommunications dans la création et la distribution de produits culturels, et les débouchés et défis de cette évolution pour les artistes et entreprises culturelles.
  - Au nom de la liberté d'expression, la CCA reçoit le titre d'intervenant aux audiences relatives à la saisie des oeuvres d'Eli Langer. La CCA présente avec succès au tribunal la menace posée par la législation sur la pornographie infantile pour les artistes professionnels. Le juge ordonne la restitution des oeuvres d'art mais soutient la constitutionnalité de la *Loi*.
  - Avec la Commission du droit d'auteur, la CCA commandite un symposium sur la réforme du droit d'auteur, qui s'articule autour des retombées concrètes des nouveaux droits, de la nouvelle technologie et de la promesse de l'autoroute de l'information.
  - Production de *Contexte: survol de l'éducation artistique au Canada, 1993-1994*.
- 1995-6 • Publication du rapport du Comité consultatif sur l'avenir de la Banque d'oeuvres d'art, en réponse à l'annonce du Conseil des Arts du Canada sur la fermeture de la Banque (le Conseil décidera ultérieurement de ne pas fermer la Banque).
- Publication du rapport du Comité consultatif sur l'avenir de la CBC-SRC, de l'Office national du film et de Téléfilm Canada.
  - Publication du rapport d'un comité consultatif sur le financement des organismes de service aux arts, en réponse aux compressions du financement du Conseil des Arts du Canada et du ministère du Patrimoine canadien.
  - La CCA noue une alliance fructueuse avec l'Association of Canadian Publishers et la Canadian Booksellers Association pour empêcher Border Books de s'implanter au Canada.
- 1997 • En consultation avec la communauté culturelle, la CCA formule une stratégie en vue des élections fédérales, à l'intention du secteur, comportant la rédaction et la diffusion de *Élections fédérales 97: messages clés du secteur culturel* à tous les candidats.
- En association avec le Conseil des Arts du Canada, le ministère du Patrimoine canadien et la Fondation de la famille Samuel et Saidye Bronfman, la CCA se lance dans deux projets pour cerner les problèmes de restructuration des organismes artistiques, en raison des pressions financières et de la nécessité de mobiliser de nouveaux auditoires et marchés: un manuel pour aider les organismes à vivre la réalité concrète de la restructuration et un rapport sur la manière dont la communauté artistique et les organismes de financement, de tous les ordres gouvernementaux, pourraient faciliter cette transition.
  - Production de *Partager le rêve*: rapport du groupe de travail sur les dons de charité dans les arts, pour aider les organismes culturels à recruter davantage de donateurs au sein du secteur privé.
- 1998 • La CCA envoie des représentants à une importante conférence de l'UNESCO, *Le pouvoir de la culture*, organisée à Stockholm et réunissant des gouvernements et organismes non gouvernementaux pour discuter des retombées de la mondialisation et des accords commerciaux multilatéraux sur la culture et la diversité culturelle.



1994 — Conférence  
*Un Monde au-delà  
des frontières.*



1998 — *Chez soi  
dans le monde: un  
forum international  
sur la culture et la  
coopération.*



Chaque lauréat du Prix Keith Kelly reçoit une médaille de bronze conçue par Susan Taylor, artiste d'Ottawa.

- Formation d'un groupe de travail pour étudier la politique culturelle du Canada en cette fin de siècle et émettre des recommandations pour améliorer la qualité de la vie culturelle au pays. Production du *Rapport final du groupe de travail sur la politique culturelle au XXI<sup>e</sup> siècle* (le Comité permanent du patrimoine canadien a ensuite fondé ses délibérations relatives à la politique culturelle sur ce rapport).
- Avec l'appui du ministère du Patrimoine canadien, organisation de *Chez soi dans le monde: un forum international sur la culture et la coopération*: regroupement d'organismes non gouvernementaux, représentant 30 pays, en parallèle avec la conférence internationale des ministres de la culture, afin d'appuyer les efforts de notre propre ministre pour protéger la souveraineté et la diversité culturelles. Ces travaux se poursuivent, sous la houlette du Réseau international pour la diversité culturelle (RIDC).
- La CCA accueille les délégués du comité mixte suédois d'artistes et d'écrivains professionnels (KLYS) à une réunion du Conseil d'administration, pour discuter de la possibilité de créer un réseau international des ONG.
- La CCA devient, sous contrat, le secrétariat de GénieArts, programme pancanadien d'éducation artistique, financé par la Fondation de la famille J.W. McConnell.
- Production de *New Alliances Nouvelles*, trousse conçue pour aider les organismes artistiques à nouer des alliances avec les entreprises privées.
- Inauguration du *Prix Keith Kelly pour le leadership culturel*, destiné à rendre hommage aux personnalités qui ont fait preuve d'un leadership extraordinaire, à l'échelle nationale, dans le secteur culturel et artistique.
- Le secrétariat déménage à son adresse actuelle, 130, rue Albert à Ottawa.

- 1999
- Exposé devant le Comité permanent des affaires étrangères et du commerce international sur la nécessité de mettre en place des mesures constructives et efficaces pour garantir au Canada le droit de gérer ses propres politiques culturelles sans crainte de représailles ou d'ingérence.
  - Production de *Profil des organismes canadiens de service aux arts*, synthèse des résultats d'une enquête auprès des ONSA pour cerner les répercussions de plusieurs années de compressions financières et émettre des recommandations pour accroître leur financement et faciliter leur fonctionnement (ultérieurement le Conseil des Arts a recommencé à fournir des subventions de fonctionnement aux ONSA).
  - Sur les conseils d'un comité national chargé de dégager les moyens d'élargir et d'approfondir les relations entre les arts et le public, la CCA rédige le rapport *Arts et collectivités*.
  - Production d'une brochure de questions-réponses à l'intention de tous les députés, expliquant la résolution présentée par Nelson Riis pour offrir une exemption fiscale aux artistes, et décrivant le contexte.
  - Rencontre avec des militants culturels au Mexique avant la tenue de la deuxième rencontre du Réseau international sur la politique culturelle.

## Années 2000

- 2000-1
- Organisation de la première Conférence Chalmers, soit une rencontre annuelle des organismes nationaux de service aux arts du Canada, au Musée des beaux-arts du Canada. La conférence a été rendue possible par la création d'un petit fonds de dotation, à partir de la vente de la Maison Panet. Cette rencontre d'une journée a porté sur les questions fiscales qui intéressent les artistes.
  - Organisation d'une séance d'une demi-journée, en vue d'informer les membres du Conseil, les participants à la Conférence Chalmers et les représentants de la Direction de la politique artistique au ministère du Patrimoine canadien et discuter d'une ébauche de politique artistique et d'une proposition de modèle des villes canadiennes de la culture.
  - Présentation d'un mémoire au Comité permanent des ressources humaines sur les problèmes propres à la communauté culturelle que les modifications proposées de la législation sur l'assurance-emploi ne résolvent pas. (deux des recommandations de la CCA sont adoptées par le Comité dans son rapport final.)
  - Production de *Mise à jour sur le droit d'auteur*, soit un examen des récents changements apportés à la *Loi sur le droit d'auteur*.
  - Intervention au nom de Little Sister's Book and Art Emporium, devant la Cour suprême du Canada.
  - La CCA continue de servir de secrétariat à GénieArts (le programme est renouvelé pour un deuxième mandat de trois ans).
  - La CCA préside le Comité consultatif national du Symposium national sur l'éducation artistique. Le IV<sup>e</sup> Symposium se déroule à Ottawa, commandité en association par la CCA.
  - La CCA entreprend la première *Enquête sur la commandite dans les arts de la scène*.
  - La CCA se lance dans un examen de sa structure de direction.
  - La réunion de fondation du Réseau international pour la diversité culturelle se déroule à Santorin (Grèce), parallèlement à la réunion internationale des ministres de la culture. Le secrétariat du RIDC est actuellement logé à la CCA.



2000 — Réunion de fondation du Réseau international pour la diversité culturelle.